

TABLE DES MATIÈRES

CONTRIBUTEURS	7
PRÉFACE	13

PREMIÈRE PARTIE LES POLITIQUES D'INVESTISSEMENTS

CHAPITRE 1. LA NOTION D'INVESTISSEMENT EN DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE	19
Section 1. Une conception apparemment stricte de l'investissement	24
1. La relative constance de la définition synthétique stricte	24
A. La malléabilité des caractéristiques économiques	24
B. Le critère essentiel de la durée	27
2. La tendance à l'élargissement de la notion par d'autres moyens	29
A. L'ajout de la méthode énumérative	29
B. L'extension de la prise en compte de l'investissement	32
Section 2. Une distinction problématique entre investissements directs et indirects	34
1. Une distinction essentielle à la détermination de la compétence	34
A. Une compétence exclusive en matière d'investissements directs	34
B. Une compétence partagée en matière d'investissements indirects	37
2. Une distinction contingente dans le droit conventionnel de l'Union européenne	38

A. Une absence volontaire de la distinction dans les négociations initiales	39
B. Une prise en compte différente de la distinction selon les accords externes	40
CHAPITRE 2. PROTECTION DES INVESTISSEMENTS INTRA-UE POST <i>ACHMEA</i> ET POST AVIS CETA : ENTRE (FAUX) MYTHES ET (DURES) RÉALITÉS.....	43
Introduction	43
Section 1. Protection des investissements intra-UE : entre continuité et nouveauté	44
Section 2. Protection des investissements intra-UE en vertu du droit européen : un aperçu.....	45
Section 3. TBI intra-UE : pourquoi ont-ils été considérés comme contraires au droit européen ?.....	49
1. Le contenu de l'arrêt <i>Achmea</i>	49
2. Le contexte juridique de l'arrêt <i>Achmea</i>	53
Section 4. Sort des cas d'arbitrage fondés sur des TBI intra-UE	63
1. Dans l'Union européenne	63
2. Dans des États tiers	76
Section 5. L'absence d'application intra-UE de l'article 26 du traité sur la Charte de l'énergie et, à titre subsidiaire, son illégalité	84
Protection des investissements dans l'Union européenne : <i>quo vadis</i> ?	91
CHAPITRE 3. LA NOTION D'INVESTISSEMENT DANS LES ACCORDS DE PARTENARIATS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES PAYS D'ASIE-PACIFIQUE.....	95
Section 1. Une addition de méthodes traditionnelles d'identification de l'investissement	102
Section 2. Une définition large de l'investisseur.....	103
Section 3. Une volonté de définir certaines protections.....	106
CHAPITRE 4. LA PROTECTION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES EN MATIÈRE VITICOLE DANS LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES ÉTATS D'ASIE-PACIFIQUE.....	109

Section 1. Dans l'action économique extérieure de l'Union, la protection des indications géographiques est un instrument de libéralisation des échanges.....	113
1. Une compétence européenne exclusive	114
2. Une recherche de convergence normative	117
Section 2. En tant que droit de propriété intellectuelle, l'indication géographique sert à protéger l'entreprise sur le marché.....	119
1. L'établissement de registres bilatéraux d'indications géographiques protégées.....	120
A. L'intérêt de la voie conventionnelle bilatérale pour l'établissement de registres d'indications géographiques protégées	120
B. Les modalités juridiques de l'actualisation du registre du point de vue de l'Union	124
2. Une recherche d'équilibre entre la protection des indications géographiques et le libre exercice de l'activité économique	126
A. Concilier la protection de l'indication géographique et le libre exercice d'une activité économique	126
B. Renforcer l'effectivité de la protection des droits de propriété intellectuelle	129
 CHAPITRE 5. LES POLITIQUES D'INVESTISSEMENT DU JAPON DANS LES PAYS D'ASIE-PACIFIQUE.....	 133
Introduction	133
Section 1. L'aide et l'investissement : facteurs de réconciliation avec l'Asie.....	134
Section 2. Le flux des investissements japonais dans le monde.....	136
Section 3. L'évolution des investissements japonais en Asie	139
1. La première phase de l'évolution des IDE japonais en Asie.....	141
A. De l'APD nipponne aux flux des investissements privés japonais vers l'Asie	141
B. L'insertion de la Chine dans la politique d'investissement du Japon.....	146
2. La deuxième phase de l'évolution des investissements japonais en Asie.....	148

A.	Ruée des IDE japonais vers l'Asie	148
B.	Approfondissement de la délocalisation nipponne en Asie	150
C.	Développement des échanges commerciaux Japon-Asie.....	151
3.	La troisième phase de l'évolution des investissements japonais en Asie.....	152
A.	Les IDE japonais et la poursuite du dynamisme économique asiatique.....	152
B.	La réévaluation du marché chinois.....	154
Section 4.	Les caractéristiques des investissements japonais : l'exemple de l'automobile.....	156
Section 5.	Conclusion : Les retombées des IDE japonais.....	159
CHAPITRE 6.	FOREIGN INVESTMENT LAW IN JAPAN.....	161
Section 1.	Introduction.....	161
Section 2.	Japan's Policy on Foreign Investments.....	162
1.	Focus on Multilateral Efforts (through the end of the 1990s).....	162
2.	Shift to Dual-Tracked Strategy: BITs and EPAs (2000s –)	164
Section 3.	Domestic Laws.....	165
1.	Regulations for Inbound FDIs	165
A.	FEFTA.....	165
B.	Other Laws	167
2.	Regulations for Outbound FDIs.....	167
A.	FEFTA.....	168
B.	Other Laws	168
Section 4.	International Regimes.....	169
1.	Features of Japan's IIAs	169
A.	General Feature : Strong Substantive Protections and ISDS	169
B.	The "Improvement of Business Environment" chapter in EPAs	170
2.	Practices of Investor-State Dispute Settlements.....	171
A.	No Published Cases with Government Involvement.....	171
B.	Less Use of Investor-State Arbitration by Japanese Investors	171

Section 5. Conclusion.....	173
CHAPITRE 7. THE ECONOMIC PARTNERSHIP AGREEMENT AND THE STRATEGIC PARTNERSHIP AGREEMENT BETWEEN THE EUROPEAN UNION AND JAPAN FROM A LEGAL PERSPECTIVE*	175
Section 1. Introduction.....	175
Section 2. Competence.....	177
Section 3. Content and the EU's values	179
1. General.....	179
2. The EPA	180
3. The SPA.....	187
4. Investment protection agreement	188
Section 4. Implementation of the EPA and the SPA	189
1. The EPA	189
2. The SPA.....	192
3. Linkage between the EPA and the SPA ?.....	192
Section 5. Concluding Remarks.....	193
CHAPITRE 8. SOME BRIEF CONCLUSIONS AT THE TIME OF THE ECONOMIC OPENING BETWEEN THE LEVANT AND THE COUCHANT..	195
Section 1. Nintendo owes its success to two Europeans	196
1. The Global EU strategy and the EPA.....	198
2. The legal identification of the EPA.....	200
Section 2. The mother of Europe is Japanese.....	203
1. The ambition of the EPA.....	204
2. The consolidation of the EPA	206
CHAPITRE 9. LE DROIT DE L'INVESTISSEMENT DANS LE MERCOSUL.....	209
Introduction	209
Section 1. Un Mercosul en ordre dispersé vis-à-vis des investissements étrangers.....	211
1. Le Mercosul et l'OMC.....	212
A. L'examen des politiques commerciales.....	212
B. Le règlement des différends relatifs à l'investissement.....	214
2. Les États membres et le CIRDI.....	218
A. Le Brésil, absent du CIRDI.....	218

B. L'Argentine, exposée aux risques du CIRDI.....	219
Section 2. Les efforts d'intégration du Mercosul vis-à-vis des investissements croisés	221
1. La construction du système de règlement des différends.....	222
2. Le nouveau Protocole de coopération et de facilitation des investissements intra-Mercosul.....	224
A. Le Modèle brésilien d'accord de coopération et de facilitation de l'investissement (ACFI).....	224
B. Le protocole de coopération et de facilitation de l'investissement au traité d'Asunción du 7 avril 2017	228
Conclusion. L'impact sur le futur accord UE-Mercosul	230

SECONDE PARTIE

LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE INVESTISSEURS ET ÉTATS

CHAPITRE 10. LA COUR DE JUSTICE ET LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE INVESTISSEURS ET ÉTATS (AVIS 1/17)	235
A. Sur la compatibilité du mécanisme RDIE envisagé avec l'autonomie de l'ordre juridique de l'Union.....	236
1. Principes.....	236
2. Sur l'absence de compétence pour interpréter et appliquer des règles du droit de l'Union autres que les dispositions de l'AECG	239
3. Sur l'absence d'effet sur le fonctionnement des institutions de l'Union conformément au cadre constitutionnel de celle-ci	243
B. Sur la compatibilité du mécanisme RDIE envisagé avec le principe général d'égalité de traitement et avec l'exigence d'effectivité	248
1. Principes.....	248
2. Sur la compatibilité avec le principe d'égalité de traitement.....	251
3. Sur la compatibilité avec l'exigence d'effectivité	253

C. Sur la compatibilité du mécanisme RDIE envisagé avec le droit d'accès à un tribunal indépendant.....	254
1. Principes.....	254
2. Sur la compatibilité avec l'exigence d'accessibilité.....	258
3. Sur la compatibilité avec l'exigence d'indépendance.....	261
CHAPITRE 11. UN MONDE PARALLÈLE D'AUTONOMIE ? QUELQUES RÉFLEXIONS SUR L'AVIS 1/17.....	267
Section 1. Les tribunaux AECG sont compatibles avec le droit de l'Union.....	267
Section 2. Le principe de l'autonomie dans le contexte de la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne.....	268
Section 3. L'avis 1/17 : Une autonomie différente ?.....	272
CHAPITRE 12. LES SYSTÈMES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS INVESTISSEURS-ÉTATS DANS LES ACCORDS DE PARTENARIAT ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES PAYS D'ASIE-PACIFIQUE (UE-CORÉE DU SUD, UE-SINGAPOUR, UE-VIET NAM, UE-JAPON).....	277
Section 1. L'absence de dispositions spécifiques relatives au règlement des différends en matière d'investissements dans l'accord euro-sud-coréen.....	280
Section 2. Le maintien d'un mécanisme « amélioré » puis modifié de règlement des différends en matière d'investissement dans l'accord euro-singapourien.....	282
Section 3. Un nouveau système de règlement des différends discuté dans l'accord de libre-échange UE-Viet Nam.....	286
Section 4. Les réserves du Japon sur le mode de règlement des différends dans l'accord UE-Japon.....	293
CHAPITRE 13. LES MÉCANISMES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS D'INVESTISSEMENT ASEAN ET ASEAN + : QUELQUES OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES DES DISPOSITIONS RELATIVES À LA COMPÉTENCE DES ARBITRES INTERNATIONAUX.....	297
Section 1. Les limites directement prévues dans la clause relative au champ d'application du RDIE.....	300
1. Limites rationae materiae tracées par les AII ASEAN et ASEAN+.....	301

2. Limites rationae personae imposées par les AII ASEAN et ASEAN+	303
3. Limites temporae.....	304
Section 2. Les limites indirectement prévues dans la clause relative au champ d'application de l'AIL.....	305
1. « Investisseur »	306
A. Investisseur – personne physique	308
B. Investisseur – personne morale.....	310
2. « Investissement » et « investissement concerné »	312
Section 3. Commentaires.....	316
CHAPITRE 14. BAZOOKA OU CARTOUCHES À BLANC ?	
UNE COMPARAISON DES APPROCHES JURIDIQUES EN ÉVOLUTION AU BRÉSIL ET DANS L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE MÉCANISMES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE INVESTISSEURS ET ÉTATS	
	321
Section 1. Introduction.....	321
Section 2. ISDS : avantages, inconvénients et alternatives à l'ISDS	325
Section 3. L'évolution de l'ISDS : des traités d'investissement bilatéraux à une cour multilatérale des investissements.....	331
1. Une injection de transparence.....	331
2. D'un tribunal permanent d'investissement à un tribunal multilatéral d'investissement	334
Section 4. L'expérience latino-américaine.....	339
1. Le cas brésilien.....	342
2. Accords brésiliens de coopération et facilitation des investissements : un modèle novateur de prévention des litiges.....	344
Section 5. Conclusions : bazooka et cartouches à blanc.....	350

ANNEXES

ANNEXE 1. DIRECTIVES DE NÉGOCIATIONS RELATIVES À UNE CONVENTION INSTITUANT UN TRIBUNAL MULTILATÉRAL CHARGÉ DU RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENTS.....	357
ANNEXE 2. L'ACCORD CANADA-ÉTATS-UNIS-MEXIQUE (ACEUM) SIGNÉ LE 30 NOVEMBRE 2018, MODIFIÉ EN 2019 ET ENTRÉ EN VIGUEUR LE 1 ^{ER} JUILLET 2020 (EXTRAITS).....	361
ANNEXE 3. L'ACCORD DE PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE GLOBAL ET PROGRESSISTE SIGNÉ LE 8 MARS 2018, ENTRÉ EN VIGUEUR LE 30 DÉCEMBRE 2018 (EXTRAITS).....	379
ANNEXE 4. VATTENFALL AB ; 2. VATTENFALL GMBH ; 3. VATTENFALL EUROPE NUCLEAR ENERGIE GMBH ; 4. KERNKRAFTWERK KRÜMMEL GMBH&CO.OHG ; 5. KERNKRAFTWERK BRUNSBÜTTEL GMBH&CO.OHG CONTRE RFA, AFFAIRE CIRDI N° ARB/12/12, 31 AOÛT 2018. DECISION ON THE ACHMEA ISSUE (EXTRAITS).....	389
TABLE DES MATIÈRES.....	403